

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Hubert O'Hearn

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Je crois que nous devons opérer un changement de cap stratégique dans le sens d'économies durables à l'échelle locale tel que décrit par Chris Turner dans son ouvrage *The Leap*. Les principaux piliers seraient l'énergie renouvelable, la production agricole localisée ainsi que les coopératives d'épargne et de crédit.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

D'abord et avant tout, il faudrait cesser de commercer avec les pays qui versent des salaires insuffisants et qui imposent à la place des conditions de travail inhumaines. Voilà. Nous venons de résoudre les problèmes du dumping et des importations à prix sous-évaluées qui ont sapé nos assises manufacturières.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'oeuvre?

Il conviendrait idéalement d'éliminer tous les frais de scolarité, mais cette question relève des instances provinciales. Par conséquent, le Fonds canadien de prêts aux étudiants devrait être élargi et administré par le gouvernement plutôt que par les banques à charte qui perçoivent un taux d'intérêt supérieur de 1 % à la ligne de crédit. Le taux d'intérêt devrait être nul. En outre, il serait souhaitable d'effacer la dette étudiante des diplômés qui acceptent de travailler dans les régions du Canada où l'on manque de personnel. Je viens de résoudre pour vous le problème de la pénurie de médecins. Et les frais de scolarité, comme ceux indiqués ci-haut, s'appliqueraient à toutes les couches d'âge et à tous les niveaux d'éducation et d'instruction.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Une semaine de travail de quatre jours, soit quatre jours de travail suivis de quatre jours de congé pour la main-d'œuvre à temps plein. Premièrement, cela permettrait d'éliminer le chômage. Et deuxièmement, les gens incapables de subvenir à leurs besoins avec leur salaire actuel pourraient facilement y ajouter le revenu d'un emploi à temps partiel sans pour autant s'épuiser. Troisièmement, le manque de garderies à coût abordable deviendrait moins problématique puisque les parents pourraient

ainsi mieux coordonner leurs horaires de travail.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les travailleurs pauvres et les endettés chroniques. Il faudrait plafonner à un niveau raisonnable la rémunération des PDG supérieure à 15 fois le salaire versé aux employés ordinaires ne faisant pas partie des cadres de l'entreprise, un niveau qui équivaut grosso modo à celui observé en France, au Japon et dans les pays scandinaves. Cela favoriserait l'augmentation du salaire des travailleurs et éliminerait les bonis absurdes comme ceux versés aux hauts dirigeants de Nortel dans le passé et de RIM actuellement, bien qu'ils aient présidé à la ruine de compagnies qui auraient dû demeurer des joyaux nationaux; il faudrait au minimum interdire de vendre à des intérêts étrangers les brevets détenus par les entreprises de pointe du genre (quoique il est trop tard dans le cas de Nortel).